

**Bodo RAVOLOLOMANGA**  
anthropologue  
et **Bernard SCHLEMMER**  
sociologue ORSTOM

## **DE L'ENFANT RICHESSE A L'ENFANT FARDEAU**

### **L'enfant au travail à Madagascar et sa place dans l'imaginaire social**

#### *Une situation économique catastrophique*

La crise économique, qui a marqué l'ensemble du monde, mais surtout les pays les plus faibles, a été particulièrement violente, à Madagascar. Rappelons que la production alimentaire, jusqu'en 1971, suffisait aux besoins de la consommation locale. On exportait même du riz de luxe : aujourd'hui, Madagascar est compté au nombre des "pays les moins avancés" et ne parvient pas à payer toutes les importations vivrières dont il a besoin ! L'ensemble du pays s'est considérablement appauvri ; en deux décennies, entre 1972 et 1992, et à l'échelon national, si l'on rapporte l'évolution du PIB à l'accroissement démographique, les Malgaches ont, en moyenne, perdu plus de 50 % de leurs revenus ; dans le même temps, on estime que la population la plus pauvre -représentant environ 40 % de la population totale- a vu sa part de ce revenu national diminuer elle aussi de moitié, ce qui signifie qu'il ne lui en échoit plus aujourd'hui que 10 % -contre 20 % alors : elle est désormais toute entière en dessous du seuil de pauvreté.

Autre indicateur de cette dégradation : certaines maladies endémiques, liées aux situations de grande pauvreté, ont fait leur réapparition. Pendant ce temps, "les politiques d'ajustement structurel (...) sont [sans doute] la cause principale des compressions budgétaires opérées dans le domaine social. Les dépenses sociales réelles par habitants ont ainsi été réduites d'environ la moitié à Madagascar (avec une diminution de 44 % entre 1980 et 1984)" (Chasteland, Véron et Barbiéri, 1993: 131). On pourrait ainsi multiplier les indices : signalons seulement, lié à notre propos, que "la situation du secteur éducatif est caractérisée par un recul généralisé de l'enseignement, en termes qualitatifs et quantitatifs. L'enfant, garçon ou fille, devient aujourd'hui soutien de famille. Son travail, en ville comme dans les campagnes, est nécessaire, voire indispensable à l'équilibre matériel de la famille. Dans les stratégies de survie, indispensables en cette période de paupérisation croissante, l'école passe au second plan dans l'ordre de priorités du jeune malgache qui doit, avant tout, participer au budget familial" (UNICEF, 1993: 6).

La déliquescence de l'Etat -avec les processus de corruption et de "déréglementation" qu'elle entraîne-, d'une part, la paupérisation croissante du reste de la population, d'autre part, ont pour effet conjugué le développement d'activités économiques qui échappent de plus en plus au contrôle de l'Etat. On voit proliférer les diverses formes de travail noir, du petit commerce, des activités plus ou moins clandestines et illicites, etc. : autant de "formes de "sauve-qui-peut" social adoptées ou imposée à de plus en plus de jeunes enfants, garçons ou filles" (UNICEF, 1993: 187). La population pauvre en subit les conséquences, mais la population la plus pauvre -chômeurs, ruraux ruinés, déracinés venus en ville- y trouve sa seule réponse possible.

#### *Le travail des enfants : une nécessité vitale*

L'ampleur et la rapidité de cette dégradation des conditions de vie de la masse de la population entraîne bien entendu une aggravation parallèle des conditions de travail. Pour parvenir à simplement survivre, nombreuses sont les familles qui n'ont plus d'autres choix que de faire en sorte que leurs enfants contribuent au revenu familial ou, sinon, qu'ils subviennent par eux-mêmes à leur propre subsistance.

Aussi n'est-il pas étonnant que ce qui ait frappé nombre d'observateurs de passage, ce soit la situation extrême de certains de ces enfants, gamins faisant la mendicité, à partir de trois-quatre ans, nuée de gosses se disputant le privilège de porter votre cabas ou de garder votre voiture, enfants hauts comme trois pommes et portant sur la tête des piles de briques, ou cassant des cailloux à longueur de journées sur des chantiers de construction, sans parler du spectacle difficile à soutenir de ces enfants qui fouillent poubelles et détritiques et se nourrissent ainsi, sur place, de déchets innommables, que leur disputent parfois des adultes.

Pourtant, lorsque l'on veut analyser plus profondément la question, on s'aperçoit que ce qui devrait frapper, au contraire, c'est le fait que, malgré l'ampleur véritablement catastrophique de la situation économique, et la rapidité avec laquelle celle-ci s'est dégradée, le travail des enfants ne soit pas pire encore, c'est-à-dire non plus -comme ça reste le cas- plus ou moins spontané, mais organisé par des adultes profitant d'un réel besoin de numéraires pour développer une exploitation économique rationnelle et maximisée de cette force de travail. Cette analyse risque de heurter : à juste titre choqués par la situation dramatique dans laquelle vivent ces enfants, qui sont en tout état de causes obligés de travailler au lieu d'être scolarisés et de soutenir leur familles au lieu d'être soutenues par elles, notre devoir d'observateurs est bien entendu de dénoncer ce scandale de la conscience, et l'on est facilement tenté de dénoncer, ici comme ailleurs, les mécanismes dont on connaît (Meillassoux, in Chasteland, Véron et Barbiéri, 1993: 69-70) le rôle explicatif central. Il convient donc de s'expliquer.

- Le type de travail auquel s'adonne le plus souvent les enfants est le placement dans des familles, comme aide domestique, nous y reviendrons. Mais ce que nous voulons souligner pour l'instant, c'est qu'il n'existait pas encore, au moment où nous avons fait notre enquête, de réseau organisé de recrutement qui se donnerait pour activité économique de jouer de ce "marché" pour réaliser ses propres bénéfices. Ceci ne veut évidemment pas dire qu'il n'y a pas des gens qui profitent de la situation, qui profitent du rapport de forces en leur faveur pour abuser de la situation. C'est ainsi que l'une des responsables de "Sentinelles", une ONG qui se donne pour but la réinsertion des enfants incarcérés, explique que les prisons sont surpeuplées de "petites bonnes", dénoncées pour vols, mais dont la plupart n'auraient pas pu survivre sans "voler" de la nourriture à leurs patrons. Et il existe des gens qui, ayant plusieurs fois servi d'intermédiaires entre parents et employeurs, deviennent connus et peuvent alors demander un pourcentage sur la transaction. Mais en aucune façon ils n'en font un métier, et ne contribuent ainsi à maintenir et durcir le système, comme c'est le cas dans certains pays à situation économique comparable.

- De la même façon, on trouve de nombreux enfants qui gagnent leur vie comme mendiants, mais pas -à notre connaissance- de racket des mendiants ; et si des parents -selon la même responsable de "Sentinelle"- refusent que leur enfants handicapés soient appareillés gratuitement parce que, mendiants handicapés, ils rapportent plus, on n'a toujours pas vu de cas de mutilations volontaires ; on trouve des enfants employés comme aides, en général par leurs parents qui ne pourraient pas s'en sortir autrement, mais ils sont payés à un tarif "normal", celui que toucherait un adulte effectuant la même tâche (par contre, ils effectuent éternellement le même travail élémentaire, il n'y a nul apprentissage, et si leur situation est enviée -ils ont un travail et un revenu est assuré- leur avenir reste toujours aussi incertain ; le nouveau responsable du BIT à Madagascar, à juste titre nous semble-t-il, posait devant nous le problème en ces termes : il ne s'agit pas d'éradiquer le travail des enfants, mais de faire en sorte qu'il soit compatible avec leur âge, physique et mental, et qu'il soit formateur.

- Enfin, dernier exemple, on trouve des mineures prostituées, mais pas, à proprement parler, de prostitution enfantine (à moins d'appeler ainsi une gamine qui -comme nous l'a rapporté ce volontaire de Médecins Sans Frontière- accepte, sans se faire payer, de coucher, pour pouvoir dormir sans payer ; car, nous le verrons, les enfants les plus défavorisés payent pour pouvoir dormir). Une seule ONG, ASA, nous a parlé de proxénètes, et rien en tout cas pas ne permet de supposer qu'il existe un grand proxénétisme organisé, ou un quelconque réseau de prostitution de mineur(e)s destinés au tourisme sexuel.

Comment expliquer ce paradoxe, et cette situation, qui reste -relativement- privilégiée, peut-elle durer ?

### *L'enfant richesse*

Il n'est pas exagéré de dire que le culte des ancêtres occupe, dans la vie du Malgache, dans ses préoccupations, dans la détermination de ses choix, une place tout à fait dominante, dont on trouve peu d'exemple dans d'autres sociétés. Autant dire que, pour lui, assurer sa descendance est une affaire primordiale. Non pas tant pour avoir quelqu'un sur qui compter quand viendront ses vieux jours (encore que cela compte beaucoup), mais surtout pour avoir quelqu'un qui se chargera d'accomplir correctement son rituel funéraire, ce rite de passage qui permet au défunt d'accéder à l'ancestralité. De ses enfants dépend ainsi sa survie, au sens de : sa vie après la mort, la qualité de sa vie d'ancêtre.

Qu'il s'agisse d'un homme aussi bien que d'une femme, ce qu'il appréhende le plus, c'est de rester stérile, de pas avoir d'héritiers. La littérature orale utilise fréquemment les notions de fécondité et de stérilité, dans un système d'opposition binaire tout à fait parlant. Liée à la bénédiction, la fécondité est considérée comme l'un des biens que les divinités et les ancêtres réservent à ceux qui ont su attirer leur bienveillance. La fécondité incarne le bonheur, la vie. Par contre, la stérilité, considérée comme la pire des malédictions, se traduit par un sentiment d'inquiétude, de frayeur<sup>1</sup>. Elle est à l'image de la mort. Il n'y a donc rien d'étonnant à constater que, lors d'un mariage, la famille souhaite aux futurs époux d'avoir "sept garçons et sept filles" (le chiffre sept, bien que considéré parfois comme dangereux, indique ici la plénitude). Mais les choses ne sont plus perçues de la même façon, actuellement. Au contraire, adresser ce vœu à un foyer serait aujourd'hui mal venu : cela risquerait d'être pris comme une flèche ironique, voire comme une malédiction. C'est que la terrible dégradation de la situation économique a eu des répercussions sur cet idéal de fécondité, pourtant bien ancré dans la culture malgache et qui a sans doute permis d'amortir les répercussions que la crise aurait pu avoir.

Aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, le souci des foyers est désormais d'avoir le moins d'enfants possible, de pouvoir les soigner en cas de maladie, de les nourrir et de leur trouver un travail quand ils arrivent à l'âge adulte, si c'est possible. Mais un grand nombre de familles ne peuvent même plus vêtir ni même nourrir leurs enfants. Si certains foyers ne peuvent plus compter sur l'aide de leur parentèle pour l'adoption ou pour la prise en charge de l'un ou de quelques uns de leurs enfants, comme cela se faisait, leur recours est désormais de placer leurs rejetons chez des amis ou

<sup>1</sup> Pour plus d'explication sur la comparaison fécondité / stérilité et sur la place de l'enfant dans la société malgache, cf. Bodo Ravololomanga, 1992

des gens de leur connaissance, pour y travailler. "Les enfants sont une richesse", affirme un dicton malgache : de cadeaux du ciel, voici qu'ils deviennent des fardeaux, et des fardeaux parfois trop lourds à porter.

### *Des témoignages*

"Moi Théo, j'ai quatorze ans. Je suis le deuxième des six enfants de mes parents, l'aîné des garçons. Mon père est mort il y a trois ans. Ma mère vend des patates douces et des cacahuètes au bord de la rue, à Fianarantsoa. Ma grande soeur est partie travailler comme domestique à Antananarivo ; ma mère ne pouvait plus s'occuper de moi et de mes cadets, elle m'a envoyé chez ma grand-mère dans cette petite ville pour pouvoir aller à l'école, continuer à étudier. J'ai quitté l'école en T4 (classe de 8e). Ma grand-mère, elle, ne peut plus s'occuper des frais de mes scolarités (livres, cahiers, stylos) : elle est âgée. Elle ne peut plus acheter des vêtements et de la nourriture pour elle et pour moi. C'est pourquoi elle a demandé au père et à la mère de Mamy (un enfant de un an) de m'employer. Et depuis six mois, je travaille !"

C'est ainsi que Théo est devenu domestique chez un couple dans cette petite ville<sup>1</sup>, en 1991. Seulement, le père et la mère de Mamy n'ont pas, eux non plus, un revenu suffisant. La mère de Mamy est couturière, mais elle n'a pas assez de clientèle. Elle confectionne à peine dix robes dans le mois, à raison de 2 000 FMG<sup>2</sup> la robe, et son mari est propriétaire d'une vieille camionnette que son père lui a donnée et qui n'est plus en état de marche. Le peu d'argent qu'il gagne sert à acheter des pièces détachées neuves ou d'occasion pour réparer et pouvoir vendre la camionnette, dans l'espoir d'avoir un fonds pour ouvrir une petite boutique de commerce. Pour faire vivre sa famille, le père de Mamy fait de la menuiserie (qu'il a apprise lorsqu'il était étudiant au lycée technique de Fianarantsoa). Et même dans sa spécialité, peu de gens dans sa ville lui passent commande. A peine arrive-t-il à vendre deux chaises, deux tabourets et une table par mois. Mais, comme la grand-mère de Théo, une femme de soixante-dix ans, est venue les supplier de prendre son petit-fils pour travailler, moyennant la nourriture, le logement, le vêtement ou, ce qui est le mieux, un salaire, les parents de Mamy -qui ont déjà du mal à survivre- ont accepté, par compassion.

Théo s'occupe de menus travaux dans la maison, garde le petit Mamy quand la mère de ce dernier coud ou prépare le repas. Et, quand l'occasion se présente, il aide le père de Mamy à raboter les planches pour la confection des meubles. C'est là qu'il travaille le mieux. Mais son rêve, c'est de devenir chauffeur. Chaque fois que le père de Mamy répare la camionnette, il fait tout pour qu'on fasse appel à lui. Il voudrait surtout apprendre la mécanique automobile. Dans tout Madagascar, un chauffeur doit savoir réparer sa voiture ou son camion, car les garages n'existent pas partout. Et comme Théo aime bien les voitures, pour faire plaisir à sa maison d'accueil, il s'est proposé, dit-il, de dormir dans la camionnette, la nuit, avec Ravônne, un jeune garçon de quinze ans, lui aussi domestique chez les grands-parents de Mamy. Les deux jeunes garçons assurent ainsi le gardiennage de la camionnette la nuit, aussi bien l'hiver que l'été, contre les cambrioleurs.

Quant à Ravônne, il est le deuxième garçon d'une famille de cinq enfants. Son aîné, seize ans, travaille comme manoeuvre chez un commerçant de la ville. Ne pouvant plus nourrir leurs jeunes enfants, ses parents ont poussé Ravônne à chercher du travail. En haillons et mal vêtu, il n'a pas osé aborder les gens pour demander du travail. Et comme ses jeunes frères et soeurs ont à peine de quoi manger, au lieu de faire la mendicité, Ravônne a préféré fouiller les poubelles. En 1989, il traînait auprès des poubelles depuis plusieurs jours lorsque la grand-mère<sup>3</sup> de Mamy vint le chercher pour lui donner à manger, pendant une semaine et, par la suite, lui proposer de travailler. Depuis lors, Ravônne est devenu domestique.

Aussi bien Théo que Ravônne gagnent 5 000 FMG par mois. Leurs employeurs leur achètent des vêtements deux fois par an et leur donnent les vieux habits de la maison. Ils sont nourris chez leurs employeurs. Quant à leur paye, ils donnent presque la totalité à leur famille, Ravônne à ses parents et Théo à sa grand-mère, qui se charge de transmettre l'argent à sa fille demeurée à Fianarantsoa.

Si le cas de Ravônne, l'enfant qui fouille dans les poubelles pour trouver la nourriture reste encore exceptionnel dans les petites villes des provinces malgaches, le cas de Théo est fréquent<sup>4</sup>. Fait récent, il y a au village des enfants qui quêtent leur nourriture en faisant du porte à porte, alors qu'une telle situation a toujours paru inacceptable, impensable, dans cette société à vocation agricole, et surtout dans cette région qui est considérée comme le grenier à riz de la région betsileo. Mais quand les parents n'ont pas de riz, ni de maïs ou de manioc à donner à leurs jeunes enfants, ils supplient aujourd'hui leurs voisins, ou les gens de leur connaissance qui ont un peu plus de moyens, de prendre chez eux un des

<sup>1</sup> Notre enquête a été effectuée, en grande partie, entre 1992 et 1993 dans le *fivondronana* (district) d'Ambohimahaso, une petite ville de 9000 habitants, sur la route Nationale 7, à une cinquantaine de kilomètres de Fianarantsoa et à 450 KM d'Antananarivo.

<sup>2</sup> 1 FF vaut 350 FMG en janvier 1994.

<sup>3</sup> La grand-mère de Mamy, une femme de 54 ans avec son mari, un fonctionnaire moyen, quatre ans avant la retraite, en plus de Ravônne ont déjà accueilli chez eux deux enfants placés respectivement par leurs parents pour travailler. En plus de ces enfants placés pour le travail, ils ont encore trois de leurs propres enfants à charge.

<sup>4</sup> Au moins un foyer sur trois, dans cette petite ville, accueille un ou deux enfants placés pour travailler.

leurs, la plupart du temps l'aîné(e), garçon ou fille. C'est ainsi qu'à partir de douze ans, les enfants sont placés dans divers foyers de la petite ville, chez les commerçants, les fonctionnaires.

Des parents nous ont signalé que, s'ils avaient à choisir, ils mettraient leurs enfants chez les enseignants (institutrices des écoles primaires, professeurs des collèges ou des lycées), alors qu'un grand nombre de ces enseignants ont aussi du mal à joindre les deux bouts quand ils ont trois ou quatre enfants à charge, ce qui est habituel. Mais, en plaçant leurs enfants chez les enseignants, les parents espèrent que leurs rejetons bénéficieront d'une bonne éducation et recevront une instruction, tout en assurant les travaux domestiques. Le contact avec les enseignants est pour eux porteur d'une bonne éducation et de promotion pour leurs enfants. Le responsable de l'ONG "ATD-quart monde" insiste également sur la très forte demande pour que les enfants aillent à l'école, jusqu'à l'adolescence incluse. L'enseignement est relativement très développé à Madagascar, comparé à celui de pays à revenus comparables ou même supérieur ; la plupart des parents ont été scolarisés et vivent comme une déchéance l'analphabétisme de leurs progéniture. Certes, ils ne peuvent scolariser celle-ci que si la gratuité leur est assurée, mais il ne faudrait pas sous-estimer que le seul fait de laisser aller un enfant à l'école constitue déjà un sacrifice, compte tenu du manque à gagner que représente la perte de l'appoint supplémentaire -si minime soit-il- fourni par son travail.

Un changement s'est fait sentir également depuis quelques années sur le rapport employeur et enfant placé. Les maisons d'accueil n'appellent pas les enfants placés *mpiasa*, "travailleur" mais *mpanampy*, "aide". De leur côté, les enfants placés n'appellent pas "Madame" ou "Monsieur" leurs "employeurs" comme ils le feraient avec des patrons avec qui ils devraient prendre une distance respectueuse. En termes d'adresse et de référence, ils emploient toujours la teknonymie : Père ou mère de... et parfois ils les appellent "Père" ou "Mère", quand leurs "employeurs" ont des enfants qui ont à peu près le même âge qu'eux. Il y semble avoir ainsi, entre la maison d'accueil et l'enfant placé au travail, de la compréhension et de l'affectivité. Peut-on imaginer, dans cette évolution, une volonté d'atténuer la différence de statut entre employé et employeur, et ce changement a-t-il été forgé pour répondre à la nécessité de l'entraide, dans cette société en difficulté mais qui veut toujours maintenir la cohésion ?

#### *Les différentes sortes de travail des enfants*

La plus fréquente, on l'a dit, c'est le placement chez des particuliers, où ils accomplissent divers travaux domestiques. Selon les familles, leur condition est plus ou moins avantageuse ou dramatique mais, à tout le moins, s'ils sont logés et nourris généralement aussi bien -ou aussi mal- qu'ils pouvaient l'être chez eux, ils ont à fournir nettement plus de travail. En général, les parents reçoivent une somme d'argent au moment où l'enfant quitte le foyer, après quoi ni celui-ci, ni son patron, n'ont plus d'obligation envers eux. Le salaire moyen des enfants tourne autour de 5 000 à 7 000 FMG par mois, à la campagne, et jusqu'au double de cette somme dans la capitale (où le coût de la vie est sensiblement plus élevé), mais il arrive même qu'aucun salaire ne soit versé.

On l'a dit, il n'existe pas de réseaux de placement ; en général, il s'agit d'échange entre familles qui se connaissent et, comme on l'a vu dans le cas de Théo, la famille qui prend l'enfant en charge n'est pas nécessairement heureuse de profiter d'une main d'oeuvre bon marché : ce peut être réellement un service qu'elle accepte de rendre, et qui lui coûte parfois plus qu'il ne lui rapporte. Notamment, les orphelins -garçons ou filles, car les deux peuvent travailler comme "bonnes", même si le cas est plus fréquent pour les filles- sont dans bien des cas ainsi pris en charge par la famille élargie. Parfois, à Antananarivo du moins, la capitale, ce sont les filles elles-mêmes qui cherchent à se placer, sur les recommandations d'une de leurs amies qui travaille déjà comme bonne.

Parfois aussi, on trouve des employeurs, de niveau de revenus plus aisé, qui vont à la recherche d'enfants en situation d'être placés, et dans ce cas, bien entendu, ils y trouvent leur intérêt. Mais dans la plupart des cas, l'exploitation est limitée du fait que les familles se connaissent ou que, si elles ont eut recours à une famille "intermédiaire", celle-ci sert en quelque sorte de garantie morale. Encore une fois, il n'existe pas de "filière" de placement, tous les responsables que nous avons interrogés sont d'accord sur ce point. Par contre, le salaire n'est pas toujours versé, le travail est parfois trop dur pour des enfants de cet âge, et la fillette est souvent renvoyée sans autre préavis dès qu'elle atteint un âge où ses employeurs craignent qu'elle ne deviennent enceinte. Mais il nous paraît important de souligner ceci : il existe des "bonnes" adultes, et leur condition de vie, et de rémunération, sont les mêmes, comme le soulignait à juste titre la responsable du PAM pour Madagascar (Programme d'Alimentation Mondiale, ONU).

Les enfants qui restent dans leur petite ville et qui ne trouvent pas de travail domestique font, pour la plupart, le colportage de nourriture (beignets, gâteaux ou autres plats cuisinés, yoghourt). Tôt le matin, ils sillonnent les rues, ayant sur la tête un plateau surchargé de gâteaux ou ayant dans les bras leur glacière remplie de pots de yoghourt. Comme ces enfants n'ont généralement pas assez d'argent pour l'achat de la farine, de l'huile, de la viande, du lait et du sucre, ils doivent donc trouver des fournisseurs qui leur donnent les marchandises prêtes pour la consommation, tous les jours. Par pièce de beignet vendu, le patron leur donne le soir 5 FMG et, par pot de yoghourt, 10 FMG (le 1/10 du prix de vente de la marchandise). Ainsi, celui qui arrive à vendre cinquante gâteaux et cinquante pots de yoghourt perçoit en fin de journée 750 FMG, soit l'équivalent du prix d'un kilo de riz pendant la période de récolte, ou de 750 grammes de riz pendant la période de soudure : une quantité qui ne représente même pas la ration journalière d'un foyer composé de trois personnes, alors que le riz, chez les Malgaches, est la nourriture principale, la nourriture sacrée. En outre, pouvoir vendre cinquante

gâteaux et cinquante pots de yoghourt dans la journée peut être considéré comme un exploit, car il y a au moins une vingtaine d'enfants qui font ce travail dans cette petite ville. Des enfants qui n'ont pas de fournisseurs de marchandises vendent des fruits, des légumes et des plats cuisinés de qualité assez médiocre sur les étals des trottoirs et, le soir, ils ramènent chez eux une très maigre somme et parfois même, leurs marchandises avariées, avec lesquelles ils se nourrissent.

En dehors du colportage de nourriture, certains enfants font aussi le colportage de *fandrehitra* (litt.: qui sert à allumer) "trons de pin (bois mort ou bois sur pied) débités en petits morceaux" dont les gens se servent pour activer l'allumage du charbon de bois ou du bois de chauffage afin d'économiser le pétrole, et que les enfants vendent auprès des ménagères en faisant le porte à porte. Certains d'entre ces enfants nous ont signalé pouvoir vendre vingt petits paquets par jour, à raison de 50 FMG le paquet. A la fin de la journée, ils ramènent donc chez leurs parents 1 000 FMG, l'équivalent du prix de 1 kilo 250 de riz. Ce genre de travail pose des problèmes car, en raclant le tronc de bois de pin sur pied, ces enfants -et leurs familles- sont considérés comme des destructeurs de la forêt : face aux nouvelles lois de protection de l'environnement, ils risquent d'être pénalisés.

Des jeunes garçons, entre douze et quatorze ans, tirent également les charrettes (*baramba*) pour le transport des sacs de marchandises (riz, sucre, farine), à travers la ville, avec un chargement pouvant aller jusqu'à 300 kg. Par équipes de quatre, ils se partagent à la fin de la journée 2 000 FMG les jours ordinaires de la semaine, et 4 000 à 5 000 FMG le jour du marché. Puisque les taxis n'existent pas dans les petites villes, ce sont ces enfants qui assurent ce travail harassant et parfois dangereux. Pour s'attirer le plus de clientèle possible, et surtout pour la compétitivité entre eux, en tant que propriétaires ou locataires des charrettes, ils font montre de temps en temps d'excès de zèle et d'effort. Du fait de leur âge, ces enfants ne contrôlent pas toujours la conduite de leurs charrettes, ce qui entraîne parfois des accidents. En cas de conflit, il faut l'intervention des adultes pour régler les problèmes et remettre de l'ordre.

#### *Les enfants des paysans éleveurs-agriculteurs*

Quant aux paysans éleveurs-agriculteurs habitant certains hameaux isolés, qui se voient parfois piller leur bétail et leurs récoltes par des voleurs armés menaçant leur vie, nombreux sont ceux qui préfèrent aller vers la ville. Dans leur exode en milieu urbain, si les adultes ne trouvent pas de travail pour nourrir suffisamment leur famille, ce sont les enfants qui les remplacent en faisant le gardiennage des voitures dans les rues ou dans les parkings, dans la journée. Ceux qui restent au village et qui veulent exploiter leurs champs ne peuvent pas toujours payer des salariés ni des journaliers pour les aider dans les divers travaux agricoles. A défaut de la solidarité des membres adultes de la famille élargie<sup>1</sup>, -solidarité toujours proclamée, mais qui tend à devenir de plus en plus rare-, leur recours est d'utiliser la main-d'oeuvre de leurs enfants. Ceux-ci se trouvent ainsi obligés de manquer l'école pendant la période des travaux des champs, ou même d'abandonner leurs études pour assister constamment leurs parents.

Quant aux familles qui n'ont ni moyens financiers ni moyens humains, elles mettent leurs terres en location pendant trois ou cinq ans, pour une somme payée en une seule fois, lors de la signature du bail. A force de demander un acompte pour le prochain bail, les paysans propriétaires s'endettent et finissent par céder à leur locataire leurs champs ou leurs rizières. Dépouillés ainsi de leur richesse, ils se résignent à faire partir en ville les aîné(es) de leurs enfants, dès que l'âge le leur permet -vers douze ans environ-, pour qu'ils y travaillent et leur donnent leur gain, en partie ou en totalité, afin de les aider à survivre et à faire vivre leurs cadets.

La grande ville en effet reste, malgré la crise, un lieu où règne un large éventail de revenus, où semble s'offrir une gamme plus étendue de possibilités et d'opportunités de gagner sa vie, sinon de "faire fortune" ; elle l'a d'ailleurs prouvé, en son temps, et ceci -avec la peur croissante et justifiée des bandes de pillards qui parcourent la campagne pour voler les boeufs ou les récoltes et qui n'hésitent pas à tuer les villageois- explique qu'elle soit demeurée un pôle de migrations, lors même qu'elle n'a plus guère d'occasions à offrir aux déracinés qui viennent grossir ses périphéries dans l'espoir vain de réussir comme -ils le savent- d'autres ont su réussir avant eux, et qui vivent en situation d'extrême misère.

Mais, en milieu villageois, les réseaux de solidarité, même s'ils se distendent, n'en continuent pas moins à assurer une certaine redistribution ; alors que les réseaux de solidarité qui existent en ville, soit -pour les réseaux de types

<sup>1</sup> La pratique dans la région betsileo était de faire appel aux lignées, aux voisins et au village pour participer aux différentes phases des travaux de riziculture, et cela concerne aussi bien le labourage, l'ensemencement, le repiquage des plants de riz, le sarclage, la récolte et le transport des gerbes de riz vers l'aire de battage. Ceux qui reçoivent l'appel doivent venir ou tout au moins envoyer des remplaçants ou bien du riz, du sel ou de la viande. Ceux qui demandent de l'aide par le *haona* qui signifie exactement "appel" ou "demande" doivent nourrir ceux qui arrivent. Cela amène parfois une grosse dépense car à part le riz il faudrait tuer un porc pour le repas. En plus du repas offert les demandeurs d'aide doivent s'attendre à répondre à leur tour aux appels de ceux qui ont répondu aux leurs, ce devoir étant appelé *valin-tanana*, "litt. la réponse des mains (des bras)". En principe, on ne paye pas les ouvriers en monnaie surtout s'ils se connaissent mais, en dehors du repas présenté, on offre à celui ou celle qui a participé aux travaux des récoltes de prendre la plus grosse botte de riz possible qu'il puisse porter sur sa tête ou sur son dos, sans l'aide de quiconque (cela ne se fait qu'une seule fois, à la fin des travaux). Cette sorte de paiement est appelé *tamby*. "paiement d'un service".

familiaux- renoncent et ne remplissent plus guère cette fonction, soit -pour les réseaux spécifiquement liés à l'urbanisation (réseaux spontanés ou ONG)-, ne parviennent pas encore à l'assurer.

### *Les conditions de travail dans la grande ville*

des familles. On trouve des mendiants à partir de trois-quatre ans, filles aussi bien que garçons ; mais, à partir d'une dizaine d'année, les filles cherchent à se placer comme bonnes. La plupart ont encore leurs parents, auxquels ils ramènent une partie de leurs revenus. Ils sont relativement organisés, avec leur territoire de mendicités bien délimités. Par contre, il n'existe pas de racket, même s'il est vrai que ceux qui dorment dehors se feront dévaliser par les plus âgés d'entre eux. Mais il s'agit là plutôt d'une forme d'initiation, de rite de passage : les mêmes "grands" prendront en charge ceux qu'ils auront ainsi volés, dès lors que ces derniers n'auraient rien gagné dans la journée, comme nous l'a expliqué le responsable de NRJ, particulièrement bien intégré dans le milieu des jeunes marginaux d'Antananarivo. Et, en cheville avec des brocanteurs, ils leur trouveront parfois des revenus exceptionnels, en les initiant au vol. La même ONG nous a confirmé, par ailleurs, que les parents poussent les enfants au travail, le revenu représentant un appoint apprécié, et qu'il est généralement admis, dans les milieux les plus pauvres, que l'enfant paye ses parents pour avoir le droit de dormir chez lui -ou plutôt chez eux (la règle étant plus générale encore lorsqu'il s'agit d'enfants adoptés).

Pour autant -comme l'écrit l'UNICEF (1993 : 194)-, ici, "chaque enfant est soutien de famille, même s'il ne vit plus chez lui, même s'il est rejeté par un de ses parents. Dans ce dernier cas, il va remettre une partie de son gain à un seul parent, en général son père ou sa mère qui s'est remarié et dont le conjoint refuse sa présence au logis. L'enfant a conscience des difficultés de sa famille et le *fihavanana* (le sentiment de solidarité) est très présent".

Dans les milieux moins dramatiquement défavorisés, le travail représente du moins un vrai travail, moins dégradant pour l'image de soi que peuvent véhiculer ces enfants, éduqués dans une société où la notion de "faute" est omniprésente. Comme en province, ce sont les porteurs d'eau, payé 50 FMG le seau de 20 litres, et qui peuvent gagner ainsi de 500 à 1 000 FMG par jour, les porteurs de briques, que l'on trouve dès l'âge de 6 à 8 ans, et qui sont payés environ 5 FMG la brique, en fonction de la longueur du trajet à accomplir, portant de 6 à 8 briques à chaque parcours, les gardiens de boutique, de voitures, les "porter Madame", etc. En moyenne, tous gagnent de 500 à 1 000 FMG par jour, et doivent trouver chaque jour à se placer. Les enfants placés dans les familles ne touchent, eux, que 5 000 à 10 000 FMG mensuels, mais ils sont logés et nourris.

Pour l'enfant qui a migré vers la capitale, même s'il parvient à résoudre la question de sa survie matérielle, d'autres problèmes sont à résoudre. Sans liens familiaux, et parfois même sans liens amicaux, le jeune travailleur est souvent sujet à une carence affective. Et s'il pallie ce vide par le type de consommation ludique qu'offre toujours à tous la capitale, il sera, lui-même, tenté de couper les contacts avec sa famille restée au village. Il peut même percevoir l'aide financière à apporter à sa famille comme un poids, une emprise. Quand cela arrive, la cohésion familiale n'a plus sa raison d'être pour le jeune travailleur.

En outre, pour celui qui, plus tard, compte revenir dans sa région, s'il n'a pas fait d'économies et si, de plus, il n'a pas reçu une formation au cours de sa vie de jeune travailleur, il n'osera plus renouer avec sa famille. Le garçon, dans ce cas, pourra choisir la vie de toutes les débrouillardises des villes, et la jeune fille, se livrer à la prostitution. De telles situations restent encore exceptionnelles, car la plupart des jeunes travailleurs venant en ville gardent toujours des relations avec leurs parents. Leur séjour loin de leur famille peut être vécu comme une expatriation temporaire et non comme un déracinement de leur région d'origine. Ainsi, ceux qui arrivent à aider leur famille et à économiser rentrent au milieu des leurs, à l'âge de vingt, vingt-cinq ans, pour fonder un foyer. Et ceux qui arrivent à s'acheter quelques têtes de bétail<sup>1</sup>, des terrains et des rizières à exploiter sont ceux qui ont le mieux réussi leur vie. Ils seront estimés par leur famille.

L'enfant au travail, devant les problèmes économiques de ses parents, assume donc très tôt sa responsabilité comme membre actif de sa maisonnée. Sans attendre les vieux jours de ses parents, l'adolescent se trouve obligé de soulager les difficultés de sa famille par le fruit de son labeur. Jeune, il se comporte comme un véritable adulte, surtout quand il s'agit de venir en aide à ses parents et à ses jeunes collatéraux. Mais qu'advient-il de ces enfants quand ils entreront vraiment dans la vie adulte ? Trouveront-ils un épanouissement, s'il restent toujours des travailleurs sans qualification ? Et si par miracle ils reçoivent un apprentissage, pourront-ils un jour mettre à profit leur formation ? Le retour à la terre pour l'élevage et l'agriculture reste-t-il la meilleure solution ?

Le problème se pose d'autant plus qu'on a vu comment la nécessité économique était déjà parvenue, en ville, à transformer la mentalité malgache, à transformer l'image qu'elle porte sur l'enfant. Celle-ci reste, sur l'ensemble de la Grande Ile, encore suffisamment valorisée pour que la tentation d'exploiter la main d'oeuvre enfantine, nombreuse et sans défense, ne se soit pas encore propagée. Mais que l'idée de faire payer ses enfants pour qu'ils aient le droit de dormir au

<sup>1</sup> Le zébu en tant qu'élément majeur dans l'épargne familiale est investi également d'une valeur symbolique. Il est l'animal sacrificiel par excellence dans les cérémonies traditionnelles et représente également la force et la virilité.

foyer existe déjà dans les milieux les plus touchés par la crise montre assez qu'aucune barrière idéologique ne résiste éternellement, confrontée à l'épreuve d'une réalité qui est devenue par trop incompatible avec elle.

Pour le moment, la tentation d'une exploitation rationnelle de cette source potentielle de revenu ne prend encore que la forme de fantasmes : on parle de vol d'enfants pour en vendre les organes à des hôpitaux privés français, de réseaux étrangers organisés dans l'achat d'enfants à destination de parents en mal d'adoption, de tourisme sexuel infantile, via Nossy-be, au profit de riches Réunionnais, etc. Notons que, dans chacune de ces rumeurs, ce sont des étrangers qui sont impliqués. Ce sont souvent eux, également, qui les transportent. Est-ce à dire que c'est d'eux seulement que viendra le danger ? Il est, hélas, bien évident que non.

## Bibliographie

- CAMACHO Martine, *Les poubelles de la survie - la décharge municipale de Tananarive*, L'HARMATTAN, Villes et entreprises, Paris, 1986, 208 p.
- CHASTELAND Jean Claude, VERON Jacques et BARBIERI Magali, eds., *Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique*, Paris, PUF / INED / CEPED, Congrès et colloques n°13, 1993, 314 p.
- RAHARIJAONA Henri (Maître), *Rapport sur l'application de la convention relative aux droits de l'enfant à Madagascar*, UNICEF / Ministère de la population (Comité de suivi de l'application de la convention des Nations-Unies sur les droits de l'enfant à Madagascar), Antananarivo, avril 1993, 127 p. multigr.
- RAHARINARIVONIRINA Alisaona (Maître), *Etude sur la législation en matière de protection de l'enfant à Madagascar*, juillet 1992, 40 p. multigr.
- RATSIMBAZAFY Eric, *Rapport sur les enquêtes entreprises à Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa, Moramanga*, juillet 1990, Ministère de la population, de la condition sociale, de la jeunesse et des sports / UNICEF, *Projet Services urbains de base pour la protection des enfants en situation difficile*, 37 p. multigr.
- RAVOLOLOMANGA Bodo, *Etre femme et mère à Madagascar - Tanala d'Ifanadiana*, Paris, l'Harmattan, 1992, 237 p.
- SENTENAC Eliane, *Enfants des rues*, Antananarivo, août 1991, 49 p. multigr. (consultable à Médecins Sans Frontières)
- UNICEF / République de Madagascar, *Analyse de la situation des enfants et des femmes à Madagascar*, mai 1993 (document de travail), 217 p. multigr.

Rovololomanga B., Schlemmer Bernard (1994)

De l'enfant richesse à l'enfant fardeau : l'enfant au travail à Madagascar et sa place dans l'imaginaire social

In : Schlemmer Bernard (ed.). L'enfant exploité : mise au travail et prolétarianisation : stratégies familiales et reproductions

Bondy : ORSTOM, 45-51 multigr.

Colloque International l'Enfant Exploité : Mise au Travail et Prolétarianisation, Paris (FRA), 1994/11/24-26